RAPPORT IRPP
Octobre 2025

Trente ans après le référendum de 1995 : le Québec, le Canada et la question nationale

À partir du sondage 2025 de la Confédération de demain

CENTRE D'EXCELLENCE SUR LA FÉDÉRATION CANADIENNE
CENTRE OF EXCELLENCE ON THE CANADIAN FEDERATION
IRPP

À PROPOS DE CE RAPPORT

Ce rapport fait partie du projet Confédération de demain, dont les sondages donnent la parole aux Canadiens et Canadiennes sur les grands enjeux qui façonnent l'avenir de la fédération et de leurs communautés politiques. Ces sondages sont menés chaque année par un regroupement des principales organisations de recherche en politiques publiques du pays.

La coordination éditoriale et la correction d'épreuves de ce rapport ont été effectuées par Étienne Tremblay, la révision linguistique par Jeneviève Brassard, la production par Chantal Létourneau et la direction artistique par Anne Tremblay.

Pour citer ce document :
Institut de recherche en politiques publiques. (2025). *Trente ans après le référendum de 1995 : le Québec, le Canada et la question nationale*. Institut de recherche en politiques publiques.

MÉTHODOLOGIE

L'édition 2025 repose sur un sondage mené auprès de 5 391 adultes, dont 1 074 au Québec, réalisé entre le 1er mai et le 16 juin 2025. Entre le 6 et le 29 mai, ce sont 92 % des réponses qui ont été recueillies, dont 90 % collectées en ligne. Les autres l'ont été par téléphone (ligne terrestre et cellulaire), principalement auprès de personnes vivant dans le Nord, dans des communautés autochtones ou encore auprès de francophones au Nouveau-Brunswick.

Pour plus de détails sur les données, consultez le site de l'Environics Institute.

Ce projet bénéficie de l'appui financier du Programme d'appui à la recherche du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC).

Si vous désirez obtenir de plus amples renseignements sur nos publications, veuillez nous contacter à l'adresse irpp@irpp.org. Pour recevoir l'infolettre mensuelle de l'IRPP par courriel, vous pouvez vous abonner directement sur le site Web à www.irpp.org/fr.

Photo : CP PHOTO/Ryan Remiorz
ISSN 2817-8106 (En ligne)

TABLE DES MATIÈRES

Contexte 2
Faits saillants 3
Identités politiques : fédéralistes, souverainistes, ni l'un ni l'autre, entre les deux 4
La souveraineté : une idée dépassée ? 6
Et le reste du pays dans tout ça ? 8
Représentation et bilan du fédéralisme canadien 11
La langue française : une inquiétude persistante 14
Conclusion 14

CONTEXTE

À moins d'un an de la prochaine élection québécoise, les sondages laissent entrevoir la possibilité que le Parti québécois (PQ) forme un gouvernement majoritaire. Son chef, Paul St-Pierre Plamondon, s'est engagé à tenir un référendum sur la souveraineté dès un premier mandat, faisant renaître un débat qui semblait avoir perdu de son intensité au cours des deux dernières décennies.

Trente ans après le référendum de 1995, le Québec et le Canada ont connu d'importantes transformations : changements démographiques, réalignements politiques, évolution des identités régionales et nationales, et de nouvelles sources de tension entre Ottawa et les provinces. À travers ces bouleversements, la question nationale québécoise a souvent été reléguée au second plan, laissant place à d'autres priorités, comme la santé, l'environnement et l'économie.

Pourtant, plusieurs enjeux propres au Québec demeurent au cœur des relations fédérales-provinciales : la répartition des pouvoirs et des ressources financières, la représentation politique et la vitalité de la langue française. Le reste du pays semble observer l'évolution de la situation au Québec avec un mélange de résignation et d'indifférence, contrastant fortement avec les émotions vives ayant marqué les périodes où ont eu lieu les deux référendums.

C'est dans ce contexte que le sondage annuel de la Confédération de demain prend tout son sens. Ce rapport examine l'évolution des attitudes des Québécois à l'égard de la souveraineté, du fédéralisme et de l'avenir du Québec au sein du Canada, ainsi que le regard que porte le reste du pays sur la possibilité que le Québec devienne un jour souverain.

Charles Breton
Directeur
Centre d'excellence sur la fédération canadienne

FAITS SAILLANTS

- **Positions nuancées sur la souveraineté** : Environ un tiers des Québécois francophones se disent principalement souverainistes, un autre tiers principalement fédéralistes. La majorité des Québécois francophones (52 %) se situe soit entre les deux, soit elle ne se reconnaît dans aucune des deux catégories.
- **La souveraineté, une idée en déclin** : Une majorité croissante de Québécois considèrent que la souveraineté est une idée dépassée. La proportion en accord avec cet énoncé est passée de 51 % l'an dernier à 55 % en 2025. Ce constat ne varie pas d'un groupe d'âge à l'autre.
- **Le Québec dans le Canada** : De la même manière, 70 % des Québécois pensent que le Québec restera au sein du Canada contre seulement 18 % qui pensent qu'il sera un jour indépendant. Ces proportions sont similaires à celles observées lorsqu'on pose la question aux Canadiens dans le reste du pays.
- **À l'extérieur du Québec** : La perspective d'un Québec souverain émeut moins qu'en l'an 2000. Les Canadiens dans le reste du pays seraient moins fâchés, inquiets, blessés et tristes par la souveraineté du Québec, et surtout, elle les dérangerait moins qu'en 2000.
- **Contribution du Québec** : Un grand nombre de répondants dans toutes les provinces estime que le Québec ne contribue pas à sa juste part au pays, un sentiment plus fort aux extrémités du pays, soit dans l'Ouest, à Terre-Neuve et au Labrador.
- **Représentation politique** : Les Québécois sont plus nombreux à considérer que leur gouvernement provincial est celui qui représente le mieux leurs intérêts. Cette proportion s'élève à 39 % comparativement à 33 % dans le reste du pays. Cependant, au Québec, cette proportion est en baisse après un sommet de 54 % durant la pandémie en 2021.
- **Fédéralisme perçu comme bénéfique** : Une majorité relative (47 %) de Québécois jugent que le fédéralisme offre plus d'avantages que d'inconvénients pour la province, une hausse de 5 % par rapport à 2024. Sur cette question, les Québécois et les Canadiens dans le reste du pays se ressemblent de plus en plus, entre autres parce que la proportion qui trouve que le fédéralisme a plus d'avantage a diminué.
- **Pas une juste part** : À cet égard, la proportion de Québécois qui est d'avis que la province ne reçoit pas sa juste part de financement fédéral est en constante croissance depuis 2022, elle est passée de 33 % à 46 % en 2025.
- **Forte inquiétude pour la langue française** : Plus de sept Québécois francophones sur dix estiment que le français est menacé au Québec. Cette proportion est restée presque inchangée depuis le début de nos sondages annuels en 2019 et beaucoup plus élevée qu'elle ne l'était dans les années 1990 et 2000.

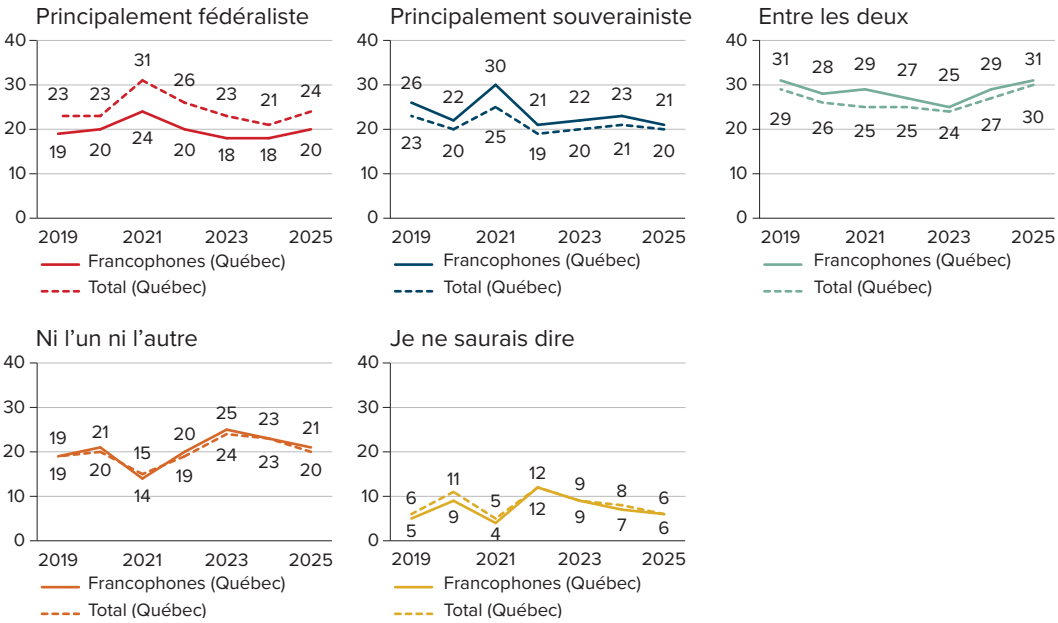
IDENTITÉS POLITIQUES : FÉDÉRALISTES, SOUVERAINISTES, NI L'UN NI L'AUTRE, ENTRE LES DEUX

Le sondage Confédération de demain utilise la même question depuis 2019 pour mesurer l'appui à la souveraineté en demandant aux Québécois s'ils se considèrent principalement souverainistes, principalement fédéralistes, entre les deux ou ni l'un ni l'autre.

Comme le montre la Figure 1, en 2025, c'est l'option « Entre les deux » qui récolte la plus grande proportion de répondants avec 31 %. Les catégories « Principalement fédéraliste » et « Principalement souverainiste » obtiennent quant à elles une proportion assez stable de répondants depuis 2019.

Fait à noter : en 2025, la proportion de « Principalement fédéraliste » surpasse légèrement celle de « Principalement souverainiste » à 24 % contre 21 %. On peut donc en conclure que, bien que le Parti québécois ait fait une remontée spectaculaire dans les intentions de vote, cette remontée n'est pas associée à un changement drastique dans l'appui à la souveraineté.

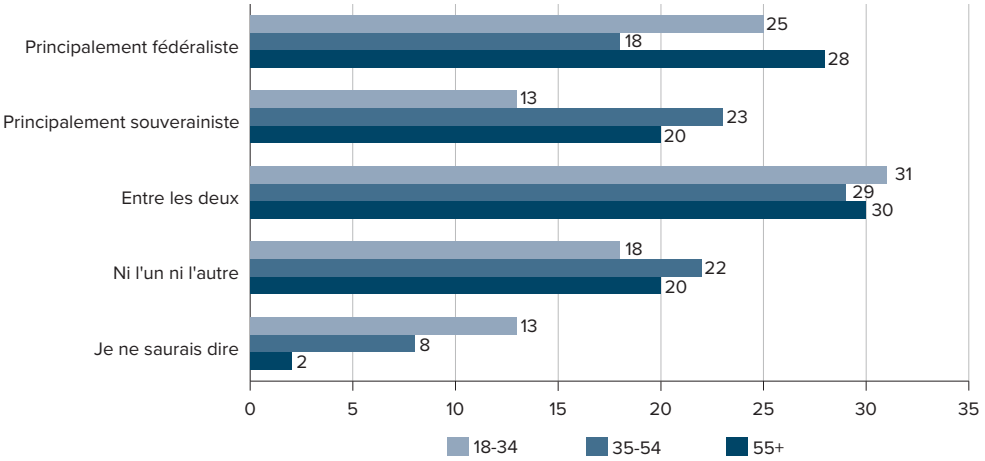
Figure 1. Les Québécois sont-ils fédéralistes, souverainistes, entre les deux, ou ni l'un ni l'autre ?



Note : Vous considérez-vous comme principalement fédéraliste, principalement souverainiste, entre les deux ou ni l'un ni l'autre ?

À travers les groupes d'âge, c'est l'option « Entre les deux » qui est la plus populaire, comme c'était le cas l'an dernier. Chez les plus jeunes, parmi ceux qui choisissent une option, la proportion de « Principalement fédéraliste » est le double de « Principalement souverainiste » à 25 % contre 13 %.

Figure 2. Les Québécois sont-ils fédéralistes, souverainistes, entre les deux, ou ni l'un ni l'autre ?

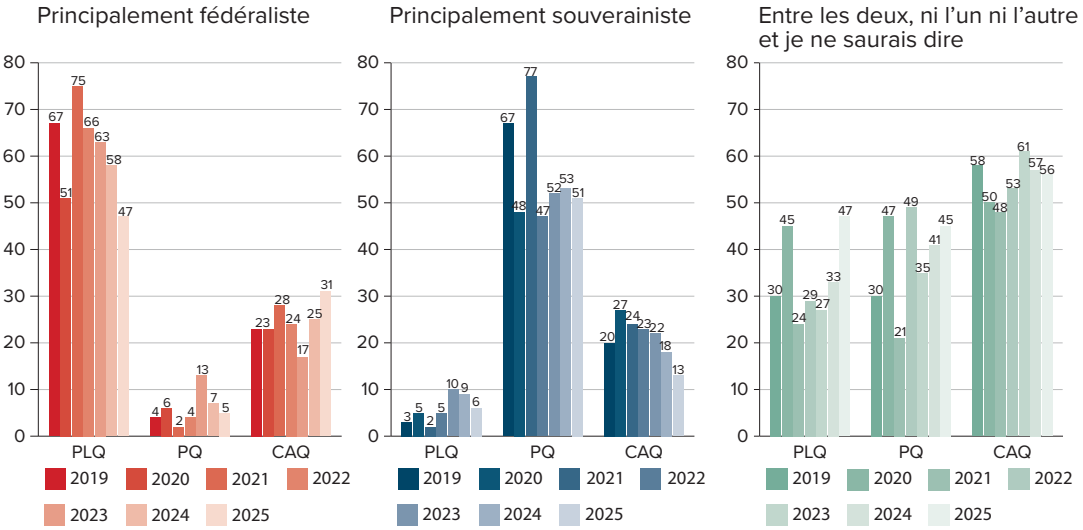


Note : Vous considérez-vous comme principalement fédéraliste, principalement souverainiste, entre les deux ou ni l'un ni l'autre ?

Lorsqu'on regarde le découpage par intention de vote, on remarque une évidence : les répondants qui se définissent comme principalement fédéralistes ne sont pas tous au Parti libéral et ceux qui se définissent comme principalement souverainistes ne sont pas tous au Parti québécois, même s'ils forment la majorité des deux parties.

En fait, lorsqu'on regarde de plus près, la figure 3 illustre bien les récentes fluctuations dans le paysage politique québécois : le Parti québécois de 2020 était constitué à 77 % de gens qui se définissaient principalement comme souverainistes. Il s'agissait de 77 % d'un bien plus petit total que celui de 2025 : il ne restait que les purs et durs. Une tendance qui était sensiblement la même au Parti libéral du Québec. Le PQ et le PLQ ont ainsi su convaincre des gens qui se définissent d'une autre façon que souverainiste et fédéraliste. Alors que la Coalition avenir Québec (CAQ), qui demeure en majorité constituée de ces indécis sur la question nationale, a vu la proportion de ses électeurs se définissant comme souverainiste diminuer chaque année depuis 2020.

Figure 3. Les Québécois sont-ils fédéralistes, souverainistes, entre les deux ou ni l'un ni l'autre ?



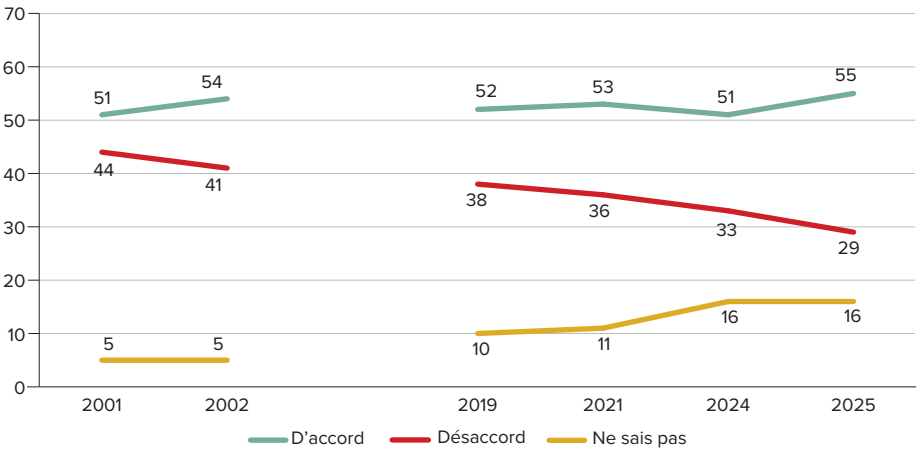
Note : Vous considérez-vous comme principalement fédéraliste, principalement souverainiste, entre les deux ou ni l'un ni l'autre ?

C'est un refrain bien connu, mais qui mérite d'être rappelé : à mesure que les intentions de vote augmentent pour le Parti québécois, celui-ci ajoute des électeurs qui ne se définissent pas comme principalement souverainistes. Le parti se retrouve donc avec une base électorale hétérogène, moins mobilisée autour de la cause souverainiste qu'il n'y paraît.

LA SOUVERAINETÉ : UNE IDÉE DÉPASSÉE ?

La proportion de Québécois qui considèrent la souveraineté comme une idée dépassée est en croissance par rapport à l'an dernier, mais demeure somme toute assez stable au cours des quatre années pour lesquelles nous avons des données. En 2025, une majorité de 55 % était soit fortement d'accord ou plutôt d'accord avec cet énoncé, alors que cette proportion était de 51 % l'an dernier.

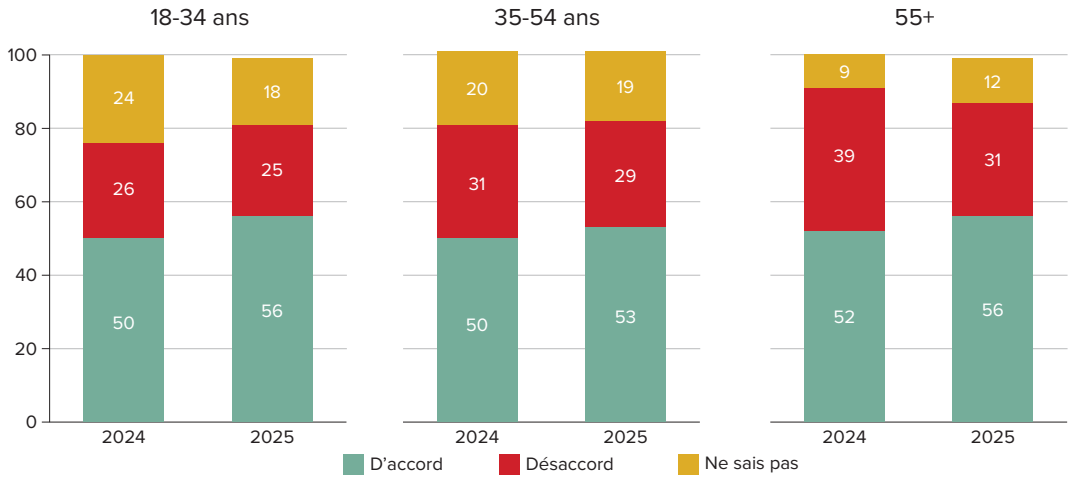
Figure 4. La souveraineté du Québec est une idée dépassée ?



Note : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'énoncé qui suit : la souveraineté du Québec est une idée dépassée. Les catégories fortement d'accord et plutôt d'accord sont combinées, tout comme fortement et plutôt en désaccord. Québécois francophones seulement.

On remarque également peu de différence entre les groupes d'âge sur cette question.

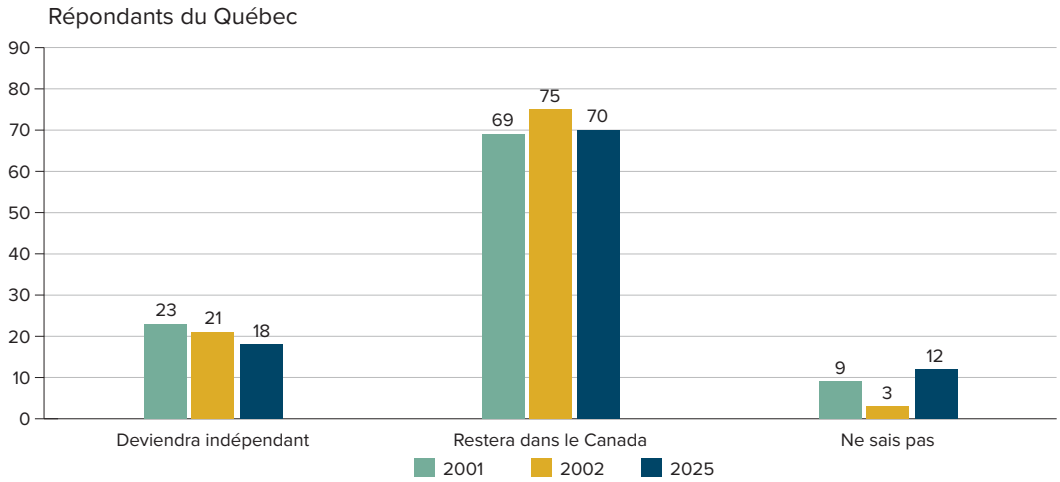
Figure 5. La souveraineté du Québec est une idée dépassée ? Par groupe d'âge



Note : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'énoncé qui suit : la souveraineté du Québec est une idée dépassée. Les catégories fortement d'accord et plutôt d'accord sont combinées, tout comme fortement et plutôt en désaccord. Québécois francophones seulement.

D'ailleurs, une forte majorité de répondants pensent que le Québec restera au sein du Canada. Lorsqu'on leur demande s'ils croient qu'un jour le Québec deviendra un pays ou s'il demeurera au sein du Canada, 70 % des répondants choisissent la première option, alors que 18 % croient que le Québec deviendra un pays indépendant. Ces proportions sont similaires à celles obtenues avec la même question au début des années 2000, soit après une décennie d'intenses débats constitutionnels sur l'avenir du Québec.

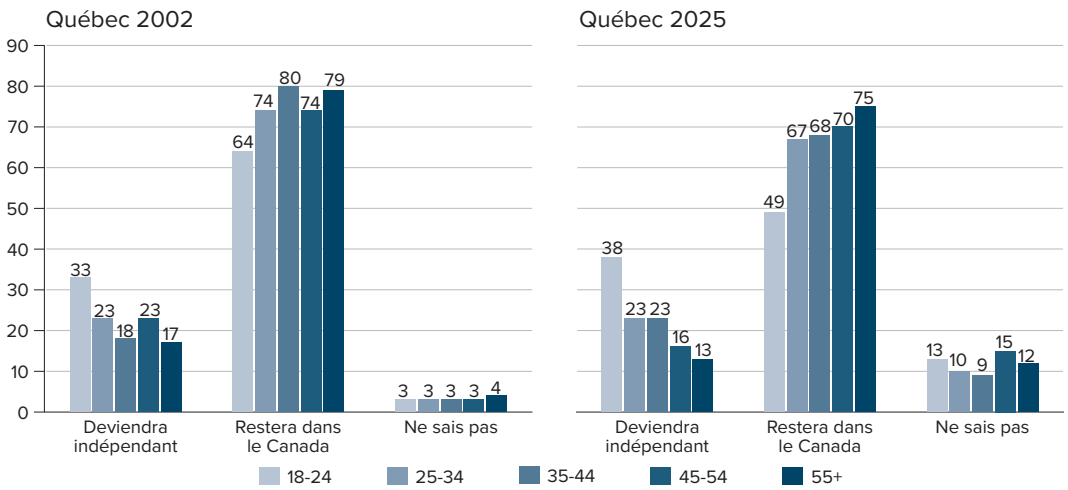
Figure 6. Pensez-vous que le Québec deviendra probablement un pays indépendant un jour ou qu'il restera probablement au sein du Canada ?



Source : Pour 2001 et 2002 — CRIC, Portraits of Canada.

À noter : plus du tiers des 18-24 ans estiment qu'un jour le Québec deviendra indépendant (38 %) contre seulement 13 % chez les 55 ans et plus qui ont vécu deux référendums, il faut le dire. Autrement dit, même s'ils ne sont pas plus souverainistes que les autres groupes d'âge, les jeunes jugent cette perspective plus réaliste.

Figure 7. Pensez-vous que le Québec deviendra probablement un pays indépendant un jour ou qu'il restera probablement au sein du Canada
Par groupe d'âge

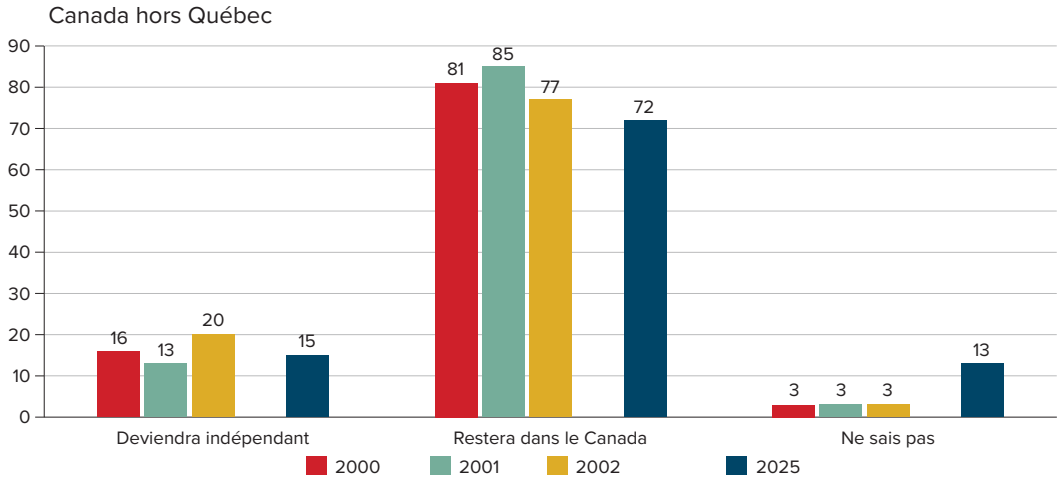


Source : Pour 2002 — CRIC, Portraits of Canada.

ET LE RESTE DU PAYS DANS TOUT ÇA ?

Lorsqu'on leur demande de se projeter dans l'avenir, une forte majorité de Canadiens estime que le Québec restera au sein du Canada (72 %). Au début des années 2000, la proportion de Canadiens qui croyait la même chose était plus grande, mais ce n'est pas parce que, 25 ans plus tard, les Canadiens croient que le Québec deviendra indépendant. C'est plutôt que la proportion de Canadiens qui ne sait pas est beaucoup plus grande maintenant. Un signe que la question de la souveraineté du Québec est disparue des radars au cours des dernières années.

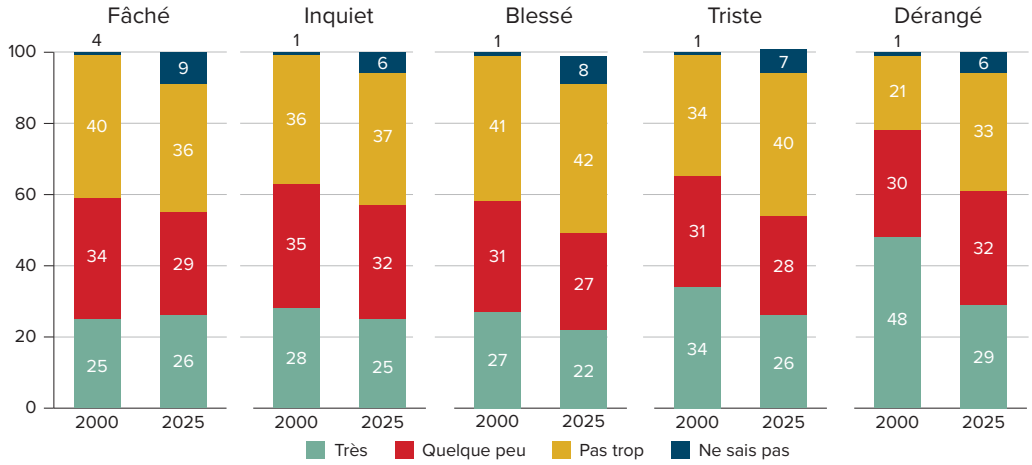
Figure 8. Pensez-vous que le Québec deviendra probablement un pays indépendant un jour ou qu'il restera probablement au sein du Canada ?



Source : Pour 2000 à 2002 — CRIC, Portraits of Canada.

Le fait que la souveraineté ait été reléguée à l'arrière-plan dans le discours politique au cours des récentes années l'a rendue beaucoup moins saillante chez les Canadiens du reste du pays. Ainsi, lorsqu'on demande à ces Canadiens comment ils se sentiraient si le Québec devenait indépendant, leurs réactions sont fort différentes d'il y a 25 ans. Pour chaque émotion (fâché, inquiet, blessé, triste), la proportion qui répond très ou un peu est moins grande qu'en 2000. Et à savoir si cela les dérangerait, la différence est encore plus frappante : 48 % des répondants dans le reste du Canada disaient que la perspective de voir un Québec indépendant les dérangerait beaucoup. C'est seulement 29 % qui sont de cet avis 25 ans plus tard, alors qu'un tiers dit que cela ne les dérangerait pas vraiment.

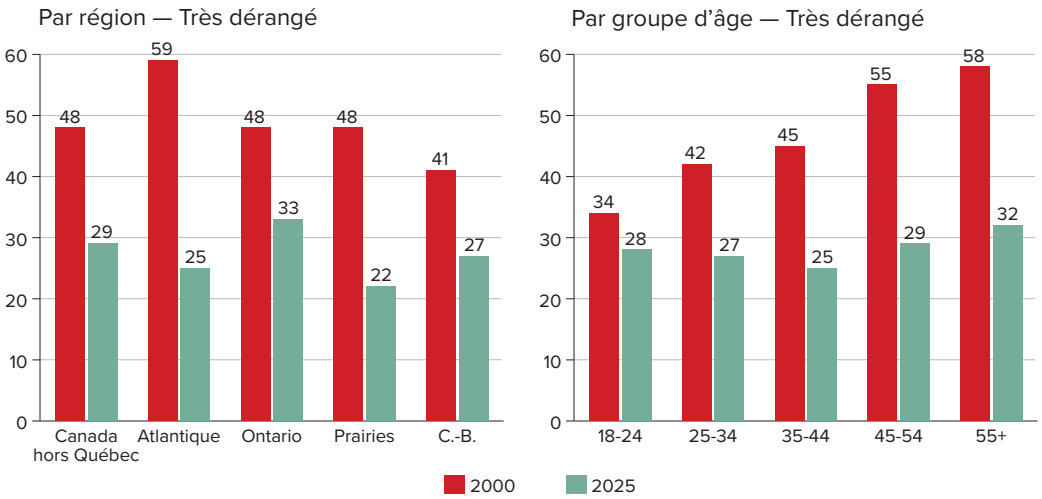
Figure 9. Si le Québec votait pour se séparer du Canada lors d'un futur référendum, series-vous ...? (Canada hors Québec)



Source : Pour 2000 — CRIC, Portraits of Canada.

Cette baisse peut être observée dans toutes les provinces et parmi tous les groupes d'âge.

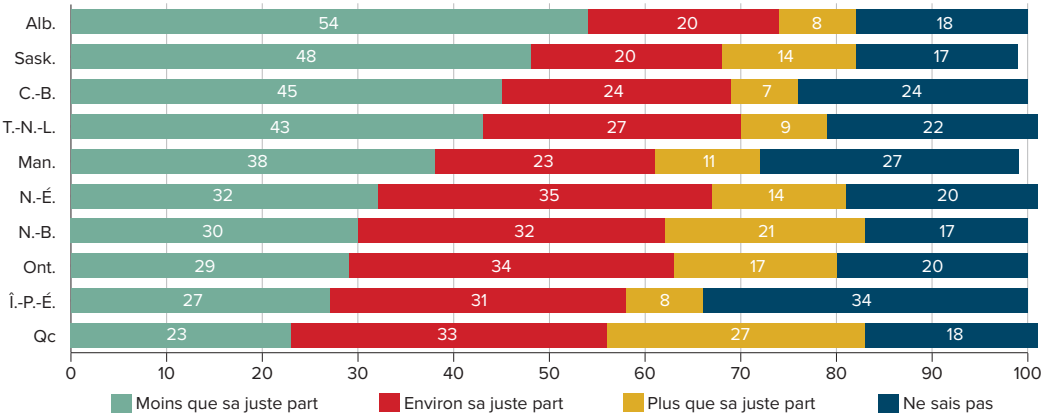
Figure 10. Proportion qui serait très dérangé si le Québec votait pour ce séparer du Canada (Canada hors Québec)



Source : Pour 2000 — CRIC, Portraits of Canada.

Sans dire que les deux éléments sont liés, il est important de rappeler que, comme nous en avions fait état dans un *rapport précédent*, le ressentiment dans le reste du pays quant à la contribution du Québec est important. En effet, un grand nombre de répondants dans toutes les provinces estime que le Québec ne contribue pas à sa juste part au pays et c'est dans l'Ouest, à Terre-Neuve et au Labrador que cette proportion est la plus grande.

Figure 11. Le Québec contribue-t-il sa juste part ?

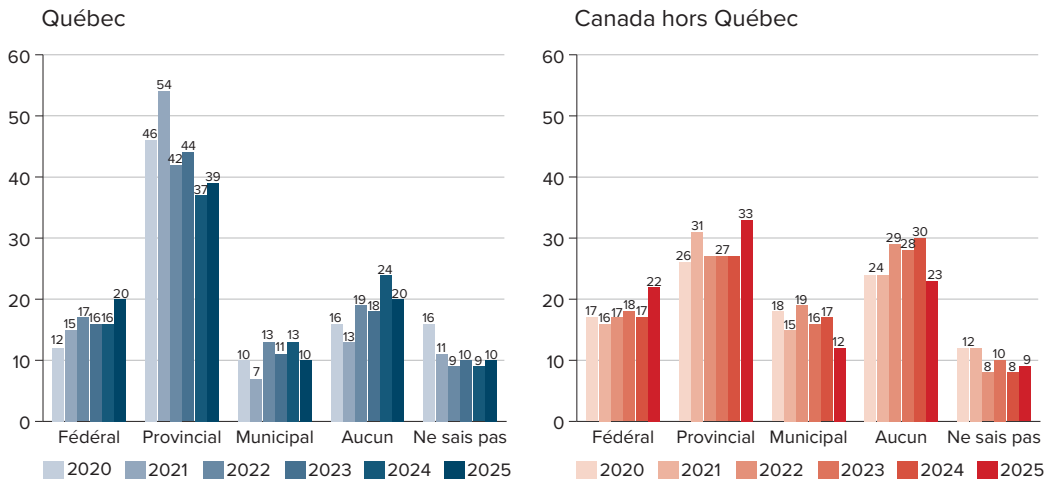


Note : Étant donné les ressources disponibles dans chaque région du pays, pensez-vous que chacune des régions suivantes contribue environ à leur juste part, plus que leur juste part ou moins que leur juste part au Canada ? (Ouest, Ontario, Québec, Atlantique)

REPRÉSENTATION ET BILAN DU FÉDÉRALISME CANADIEN

Comme nous l'avons montré dans un *précédent rapport*, les Québécois sont plus nombreux à avoir un sentiment d'attachement fort envers leur province que les autres Canadiens. Cet attachement se reflète dans les préférences relatives à la représentation politique. Ainsi, les Québécois perçoivent leur gouvernement provincial comme le meilleur représentant de leurs intérêts devant le gouvernement fédéral et les instances municipales. Cependant, après un sommet de 54 % durant la pandémie, c'est maintenant 39 % des répondants qui perçoivent le gouvernement québécois comme celui représentant le mieux leurs intérêts, alors que cette proportion est de 20 % pour le gouvernement fédéral.

Figure 12. Quel gouvernement représente le mieux vos intérêts ?



Cet avis sur le gouvernement québécois est partagé par tous les groupes d'âge. Toutefois, une proportion plus élevée de la tranche d'âge 18-34 ans considère que c'est le gouvernement fédéral qui représente le mieux leurs intérêts, tandis qu'au sein des 35-54 ans, un répondant sur quatre estime plutôt qu'aucun gouvernement ne les représente.

Figure 13. Quel gouvernement représente le mieux vos intérêts ?

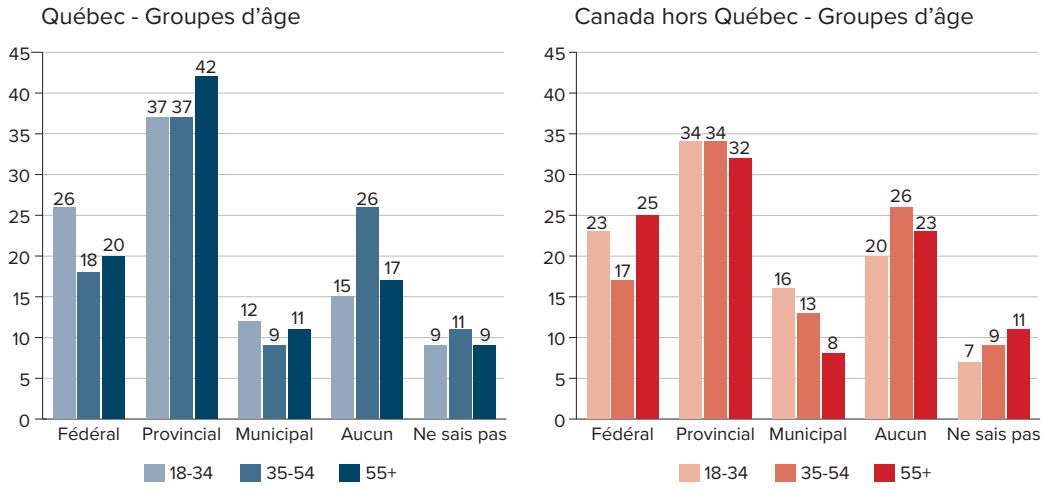
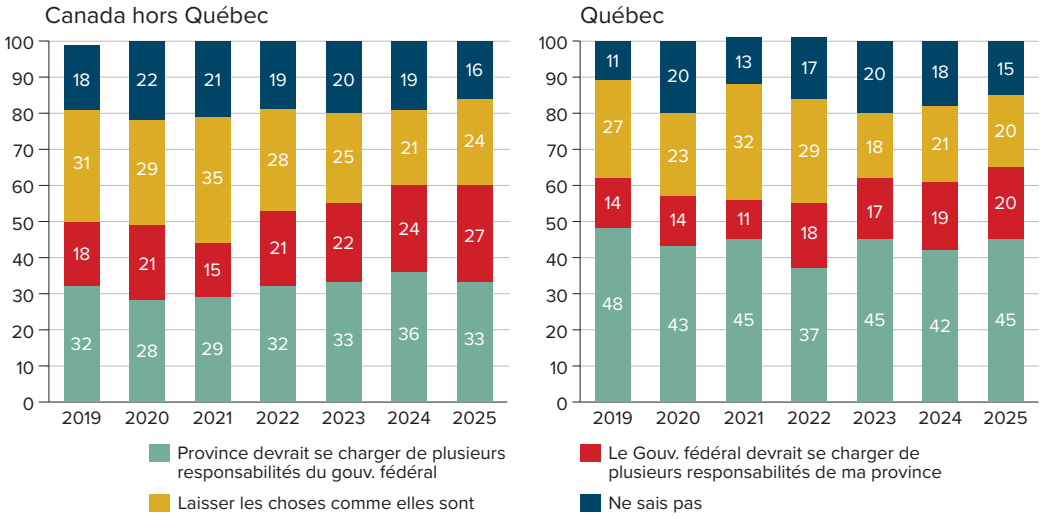


Figure 14. Décentralisation ou centralisation ?

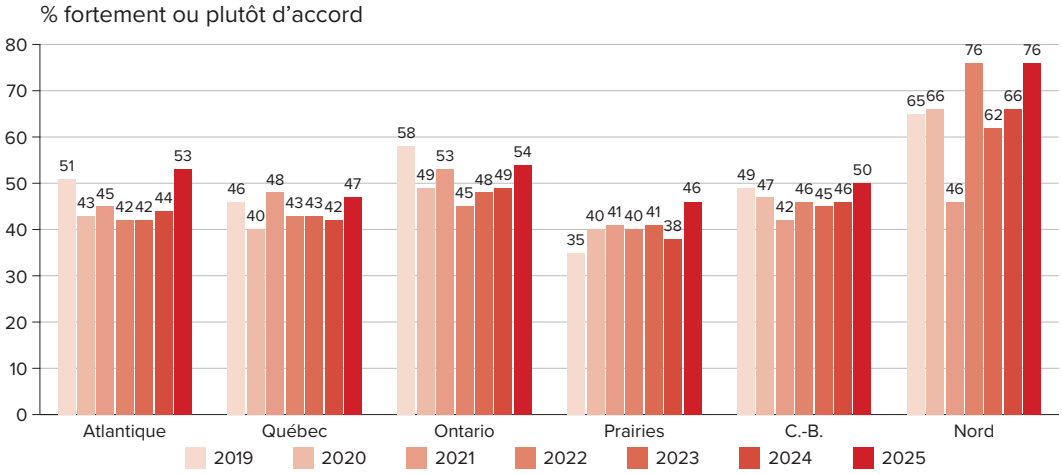


Note : Lequel des énoncés suivants représente le mieux votre vision de la façon dont les gouvernements devraient fonctionner au Canada ? (1) Le gouvernement de [province] devrait se charger de plusieurs responsabilités dont le gouvernement fédéral s'occupe présentement. (2) Le gouvernement fédéral devrait se charger de plusieurs responsabilités dont le gouvernement de [province] s'occupe présentement. (3) Les choses devraient rester comme elles sont présentement. (4) Ne sais pas.

Il est donc peu surprenant que, sur le plan institutionnel, une majorité de Québécois souhaitent une fédération décentralisée dans laquelle la province disposerait de pouvoirs élargis. Ce sont 45 % des répondants qui souhaiteraient que le gouvernement québécois soit responsable de politiques qui sont présentement sous la juridiction du gouvernement fédéral. En comparaison, cette proportion est de 33 % dans le reste du pays, mais de 43 % en Alberta.

Malgré ces aspirations à une autonomie accrue, une majorité de Québécois reconnaissent que le fédéralisme présente plus d'avantages que d'inconvénients pour la province. C'est presque la moitié des répondants (47 %) qui sont plutôt ou fortement d'accord avec cet énoncé, en hausse de 5 % par rapport à 2024, contre seulement 31 % qui sont en désaccord.

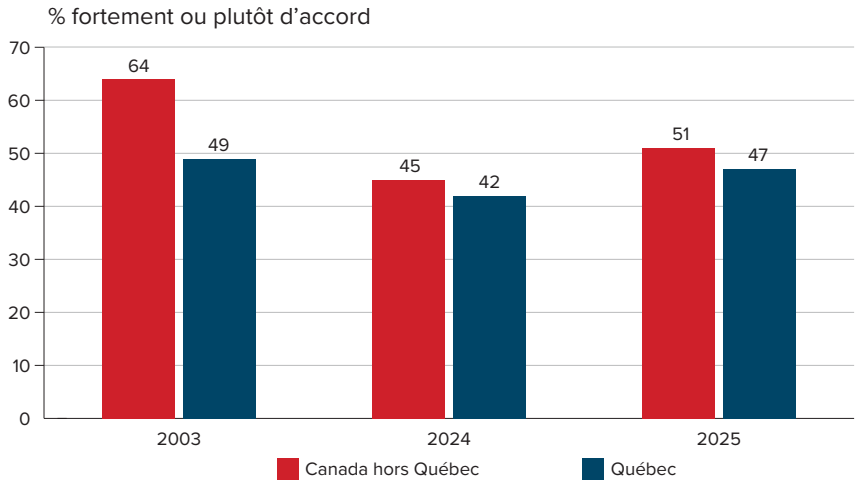
Figure 15. Le fédéralisme canadien a plus d'avantages que d'inconvénients



Ce résultat témoigne d'un réalisme politique : bien que le système fédéral soit critiqué, il est perçu comme une structure permettant au Québec d'exercer une influence tout en bénéficiant des avantages économiques et politiques de l'union canadienne.

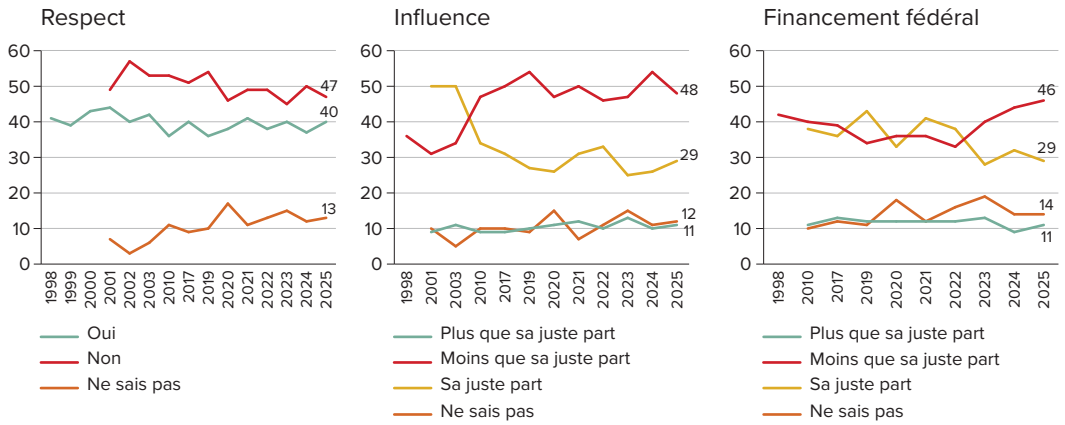
Il est intéressant de noter que les Québécois et les Canadiens dans le reste du pays se ressemblent beaucoup plus sur cette question qu'il y a 25 ans. Mais ce rapprochement n'est pas dû à un changement d'opinion chez les Québécois, puisque leur opinion sur la question est stable, c'est plutôt au fait que la proportion de Canadiens qui voient plus d'avantages que d'inconvénients au fédéralisme a connu une importante baisse au cours de cette période.

Figure 16. Le fédéralisme canadien a plus d'avantages que d'inconvénients



Cependant, si la perception que le Québec ne reçoit ni le respect ni l'influence qu'il mérite demeure sensiblement inchangée, soit près d'un répondant sur deux dans chaque cas, la conviction que la province ne reçoit pas sa juste part du financement fédéral, elle, est en nette progression depuis 2022, grimpant de 33 % à 46 %.

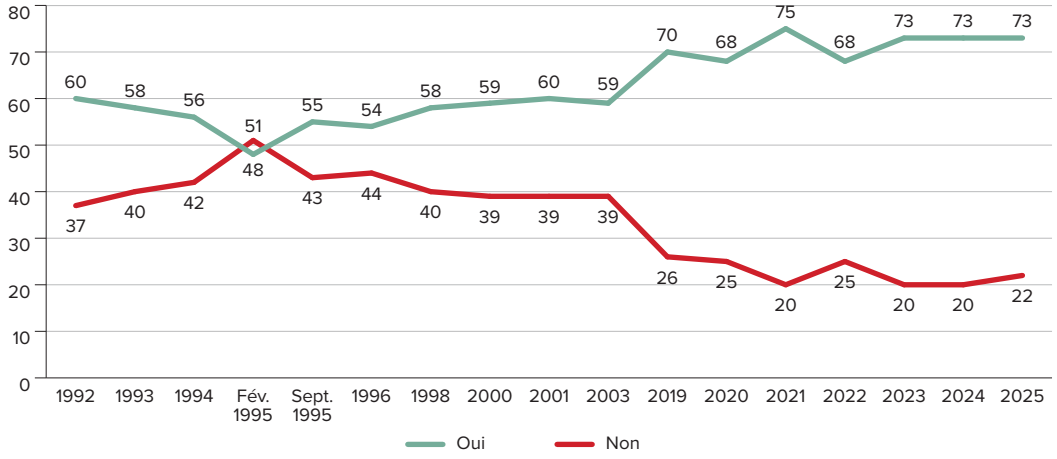
Figure 17. Respect, influence et financement fédéral



LA LANGUE FRANÇAISE : UNE INQUIÉTUDE PERSISTANTE

Une constante observée depuis le début de nos sondages annuels est celle d'un sentiment que le français est menacé au Québec. En 2025, plus de 70 % des Québécois francophones jugent que la langue française est menacée. En fait, depuis 2019, première année du projet Confédération de demain, cette proportion est toujours demeurée autour de 70 %, une proportion beaucoup plus élevée qu'au cours des années 2000 ou 1990.

Figure 18. Selon vous, la langue française est-elle menacée au Québec ? (Québécois francophones seulement)



CONCLUSION

Le portrait qui se dégage en 2025 est celui d'un Québec où une majorité se tourne d'abord vers son gouvernement pour défendre ses intérêts et qui souhaite, en conséquence, davantage de pouvoirs. Mais ce désir d'autonomie cohabite avec un réalisme assumé : une pluralité de Québécois juge que le fédéralisme, bien que perfectible, procure plus d'avantages que d'inconvénients. Cette ambivalence, critique et pragmatique, reflète la complexité des identités politiques au Québec.

Cette posture a également un impact sur la question de la souveraineté. La question nationale demeure vivante, nourrie entre autres par les débats sur la langue, la culture et la répartition des pouvoirs, mais l'idée ne semble pas mobiliser autant qu'autrefois. Une majorité ne se range ni clairement du côté souverainiste ni du côté fédéraliste. Or, dans l'éventualité d'un référendum, cette zone grise devra trancher.

Dans ce contexte, 30 ans après le dernier référendum, force est de constater que le reste du pays s'est désintéressé de la question. Les Canadiens des autres provinces estiment peu probable la souveraineté du Québec et ne semblent pas troublés outre mesure par cette éventualité, ou moins qu'auparavant. Le ressentiment à l'égard du Québec, surtout en provenance de l'Ouest, demeure un facteur de friction à surveiller.

La suite dépendra en grande partie de la capacité des institutions à répondre à ces préoccupations tout en maintenant la cohésion du pays. Cet équilibre demeure possible, mais il n'est pas simple.

INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

INSTITUTE FOR RESEARCH ON PUBLIC POLICY

L'IRPP contribue à l'amélioration des politiques publiques en produisant des recherches et des analyses approfondies qui éclairent le débat sur les grands enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens et leurs gouvernements.

The IRPP seeks to improve public policy in Canada by generating research, providing insight and influencing debate on current and emerging policy issues facing Canadians and their governments.

Pour commander ce document ou demander la permission de l'utiliser ou de le reproduire, veuillez communiquer avec l'IRPP.

IRPP
1470, rue Peel, bureau 200
Montréal (Québec) H3A 1T1
Téléphone : 514 985-2461
Télécopieur : 514 985-2559
Courriel : irpp@irpp.org